

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

PROJET DE STATUTS DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1	: Définitions	1
Article 2	: Etablissement du Fonds	3
Article 3	: Objet et Objectifs du Fonds	3
Article 4	: Fonctions et activités du Fonds	4
Article 5	: Siège du Fonds	5

CHAPITRE II : LES MEMBRES

Article 6	: Qualité de membre	5
-----------	---------------------------	---

CHAPITRE III : CAPITAL ET RESSOURCES DU FONDS

Article 7	: Capital action autorisé	5
	• Section 1 : Capital	5
	• Section 2 : Souscription des actions	7
	• Section 3 : Droits de Vote	7
	• Section 4 : Paiement des souscriptions	7
Article 8	: Les ressources du Fonds	8
Article 9	: Les ressources ordinaires	9
Article 10	: Autres ressources	10

CHAPITRE IV : OPERATIONS

Article 11	: Opérations du Fonds	9
	• Section 1 : Dispositions générales	9
	• Section 2 : Séparation des opérations	10
	• Section 3 : Limites des Opérations Ordinaires	10
	• Section 4 : Monnaies	10
	• Section 5 : Domaines de coopération	11

CHAPITRE V : ORGANISATION ET GESTION

Article 12	: Structure de la gestion du Fonds	11
	• Section 1 : Le Conseil des Gouverneurs	11
	• Section 2 : Le Conseil d'Administration	12
	• Section 3 : Le Directeur Général du Fonds	14
	• Section 4 : La structure provisoire de gestion du Fonds	15
Article 13	: Incompatibilités et obligations	15

CHAPITRE VI : RETRAIT ET SUSPENSION DES MEMBRES, SUSPENSION TEMPORAIRE ET CESSATION DES OPERATIONS DU FONDS

Article 14	: Retrait	16
Article 15	: Suspension d'un Etat Partie	16
Article 16	: Apurement des comptes	17
Article 17	: Suspension temporaire des Facilités	17

Article 18	: Cessation des opérations	17
Article 19	: Le passif des membres et la liquidation des créances	18
Article 20	: Distributions des avoirs	18

CHAPITRE VII : STATUT, IMMUNITES, EXEMPTIONS ET PRIVILEGES

Article 21	: Statut	18
Article 22	: Statut dans les Etats parties	19
Article 23	: Privilèges et immunités du Fonds	19
	• Section 1 : Propriété, fonds, capitaux et transactions du Fonds	19
	• Section 2 : Exemptions fiscales	20
	• Section 3 : Communications	20
Article 24	: Immunités et privilèges des fonctionnaires du Fonds	20
Article 25	: Privilèges et immunités des Représentants des Etats parties, des membres du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration .	22
Article 26	: Privilèges et immunités des experts en mission pour le Fonds	22

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 27	: Mode de communication avec les pays membres et les dépositaires ...	22
Article 28	: Publication du Protocole et des Statuts annexés au Protocole, diffusion de l'information et des rapports	22
Article 29	: Début des opérations du Fonds	23
Article 30	: Règlement des différends	23

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 31	: Domiciliation provisoire des ressources	24
Article 32	: Entrée en vigueur	24
Article 33	: Amendement et révision	24
Article 34	: Annexes aux Statuts du Fonds	24
	Annexe 1 : Liste des Etats Membres de l'UA	25
	Annexe 1 : Souscriptions au capital et droits de vote	26

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Définitions

Dans les présents statuts, on entend par :

- « **Acte** », l'Acte constitutif de l'Union africaine en date du 11 juillet 2000 ;
- « **Actionnaires** », les États Parties ayant souscrit au capital du Fonds Monétaire Africain ;
- « **Annexes** », les Annexes aux présents Statuts ;
- « **Conférence** », la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine ;
- « **Conseil d'Administration** », le Conseil d'Administration du Fonds ;
- « **Commission** », la Commission de l'Union africaine ;
- « **Conseil Exécutif** », le Conseil des ministres de l'Union africaine ;
- « **Conseil des Gouverneurs** », le Conseil des Gouverneurs du Fonds ;
- « **Continent** », le continent africain ;
- « **Contributions Spéciales ou Volontaires** », les avances consenties par les États Parties en plus de leur souscription, sans augmentation des droits de vote, pour permettre au Fonds de faire face à ses problèmes de trésorerie ;
- « **Convention générale** », la Convention générale sur les privilèges et immunités de l'Union africaine ;
- « **Cour** », la Cour africaine de justice et des droits de l'homme ;
- « **Directeur Général** », le Directeur général du Fonds Monétaire Africain ;
- « **Droits de vote** », le nombre de voix accordées à chaque État Partie conformément à l'Annexe-2 après souscription au capital du Fonds ;
- « **État membre** », un État membre de l'Union Africaine ;

- « **État Partie** », un État membre qui a ratifié ou adhéré au Protocole du Fonds ;
- « **Fonds** », le Fonds Monétaire Africain ;
- « **Hauts fonctionnaires** », le Directeur Général Adjoint du Fonds et la catégorie de fonctionnaires définie par le Fonds Monétaire Africain ;
- « **Membres** », les Etats parties ;
- « **Obligations** », les engagements pris par les Etats parties vis-à-vis du Fonds ;
- « **Organes de supervision** », le Conseil des Gouverneurs et le Conseil d'Administration qui supervisent les activités du Fonds ;
- « **Opérations ordinaires** » les opérations se rapportant aux objectifs du Fonds ;
- « **Opérations spéciales** », toute opération autre que les opérations ordinaires du Fonds;
- « **Partenaires** », les Organismes ou Institutions qui collaborent avec le Fonds ;
- « **Premier tour d'acquisition d'actions** », l'opportunité pour les Etats Partie d'acquérir des actions conformément à l'Article 7 du présent statut et à l'Annexe 2 ;
- « **Protocole** », le Protocole portant création du Fonds Monétaire Africain, les Statuts et ses annexes ;
- « **Région** », une des cinq régions du continent africain (Nord, Ouest, Centre, Est et Sud) ;
- « **Second tour d'acquisition d'actions** », l'opportunité pour les Etats Parties d'acquérir les actions non souscrites au premier tour d'acquisition ;
- « **Statuts** », les présents Statuts du Fonds Monétaire Africain;
- « **Souscription** », le montant des actions détenues par un membre ;
- « **Union** », l'Union Africaine établie par l'Acte constitutif ;

« **Unité de Compte Africain** », l'unité de compte retenu par le Conseil des Gouverneurs et que le Fonds utilise dans le cadre de ses transactions avec les Etats parties.

Article 2 **Etablissement du Fonds**

1. Le Fonds est établi comme organe de l'Union en vertu des dispositions des articles 5 (i) et 19 (b) de l'Acte constitutif.
2. Le Fonds fonctionne conformément aux dispositions pertinentes de l'Acte, du Protocole et des présents Statuts.
3. Le Fonds a la personnalité juridique avec la capacité et le pouvoir de conclure des contrats, acquérir, posséder et disposer de biens meubles et immeubles ainsi que d'ester en justice.
4. Sur le territoire de chaque Etat partie, le Fonds jouit de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et remplir ses objectifs conformément au paragraphe 3 du présent article.

Article 3 **Objet et Objectifs du Fonds**

a. L'objet du Fonds est de promouvoir la stabilité macroéconomique, la croissance économique durable partagée et le développement équilibré du Continent en vue de faciliter l'intégration effective des économies africaines.

b. Les objectifs du Fonds sont :

- 1- corriger les déséquilibres des balances de paiements des Etats Parties ;
- 2- promouvoir la stabilité des taux de change entre les monnaies et leurs convertibilités mutuelles ;
- 3- promouvoir la coopération monétaire africaine afin de réaliser l'intégration économique africaine et d'accélérer le processus de développement des Etats Parties ;
- 4- renforcer les capacités de conception et de mise en œuvre des politiques de gestion de la dette permettant aux Etats Parties de se maintenir à des niveaux d'endettement soutenables ;

- 5- promouvoir le développement des marchés financiers africains ;
- 6- œuvrer à la facilitation du règlement des dettes commerciales et aider à établir un système de règlement des transactions courantes entre les Etats-Parties en vue de promouvoir le commerce intra-africain ;

Article 4

Fonctions et activités du Fonds

- a. Pour atteindre ses objectifs, le Fonds fonctionne conformément aux dispositions des présents Statuts et de leurs Annexes.
- b. Les fonctions et activités du Fonds sont les suivantes :
 - 1- promouvoir et faciliter le commerce, le règlement des paiements courants et encourager les mouvements de capitaux entre les Etats Parties ;
 - 2- octroyer des facilités de prêts de soutien à la balance des paiements à court et moyen termes conformément à la politique des crédits fixée par le Conseil d'Administration, fournir l'assistance technique et des conseils aux Etats Parties afin de les aider à financer leurs déficits de balance des paiements ;
 - 3- assister les Etats Parties sous programme avec le Fonds à accéder à d'autres sources de financement leur permettant de faire face aux déficits de leur balance de paiements ;
 - 4- coopérer avec les institutions financières africaines et internationales afin de réaliser ses objectifs ;
 - 5- effectuer des missions de consultations périodiques auprès des Etats Parties au sujet de leurs politiques économiques pour permettre au Fonds et aux Etats Parties d'atteindre leurs objectifs ;
 - 6- mener des études et organiser des stages de perfectionnement appropriés en vue de renforcer les capacités pour atteindre les objectifs du Fonds ;

- 7- assurer la collecte, l'analyse et la diffusion des données statistiques qualitatives et quantitatives, puis vulgariser les méthodes nécessaires pour une meilleure compréhension de la complexité des économies des Etats Parties ;
- 8- exécuter toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées par le Conseil des Gouverneurs.

Article 5 Siège du Fonds

1. Le siège du Fonds est établi à Yaoundé en République du Cameroun.
2. Des bureaux du Fonds peuvent être créés en dehors du pays abritant le siège après accord du Conseil des Gouverneurs.

CHAPITRE II

MEMBRES

Article 6 Qualité de membre

Tous les États membres de l'Union Africaine, qui ont signé et ratifié ou qui ont adhéré au Protocole sont membres du Fonds Monétaire Africain.

CHAPITRE III

CAPITAL ET RESSOURCES DU FONDS

Article 7 Capital autorisé, capital appelé et capital libéré

Section 1 : Capital

Après décision sur lequel des scénarii ci-dessous sera retenu, la rédaction définitive de cette partie sera faite.

a. [Scénario 1

1. *Le capital autorisé du Fonds est de vingt deux milliards six cent quarante millions de dollars des Etats-Unis (22,640 milliards USD). Le capital autorisé est divisé en actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (100 USD) chacune.*
2. *Le capital appelé du Fonds est au moins égal à 50 % du capital autorisé, soit onze milliards trois cent vingt millions de dollars des Etats-Unis (11,320 milliards USD).*
3. *Le capital libéré du Fonds est au moins égal à 50 % du capital appelable, soit cinq milliards six cent soixante millions de dollars des Etats-Unis (5,660 milliards USD) répartis en actions de cent dollars des Etats-Unis (100 USD) chacune.*

b. [Scénario 2

1. *Le capital autorisé du Fonds est de vingt deux milliards six cent quarante millions de dollars des Etats-Unis (22,640 milliards USD). Le capital autorisé est divisé en actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (100 USD) chacune.*
2. *Le capital appelé du Fonds est au moins égal à 75 % du capital autorisé, soit seize milliards neuf cent quatre vingt millions de dollars des Etats-Unis (19,980 milliards USD).*
3. *Le capital libéré du Fonds est au moins égal à 50 % du capital appelable, soit huit milliards quatre cent quatre vingt millions de dollars des Etats-Unis (8,480 milliards USD) répartis en actions de cent dollars des Etats-Unis (100 USD) chacune.*

c. Scénario 3

1. *Le capital autorisé du Fonds est de trente milliards cent quarante dix millions de dollars des Etats-Unis (30,190 milliards USD). Le capital autorisé est divisé en actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (100 USD) chacune.*
 2. *Le capital appelé du Fonds est au moins égal à 75 % du capital autorisé, soit vingt deux milliards six cent quarante millions de dollars des Etats-Unis (22,640 milliards USD).*
 3. *Le capital libéré du Fonds est au moins égal à 75 % du capital appelable, soit seize milliards neuf cent quatre vingt millions de dollars des Etats-Unis (16,980 milliards USD) répartis en actions de cent dollars des Etats-Unis (100 USD) chacune.]*
-

4. Le Conseil des Gouverneurs revoit à la majorité qualifiée, tous les cinq (5) ans, la répartition des quotes-parts du Fonds. La structure du capital du Fonds peut faire l'objet d'une révision si nécessaire et suivant les modalités et conditions convenues par le Conseil des Gouverneurs.

5. Sur proposition du Conseil d'Administration, le Conseil des Gouverneurs arrête la période durant laquelle les Etats parties sont tenues de procéder au versement de leur quote part non libérée.

Section 2 : Souscription des actions

1. La souscription des États Parties aux actions du Fonds est déterminée sur la base des dispositions de l'Annexe 2 des présents Statuts.
2. Un Etat Partie peut souscrire au capital autorisé du Fonds sur la base de la répartition du capital spécifiée dans l'Annexe 2 des présents statuts.
3. A la date fixée pour la clôture des souscriptions du premier tour par le Conseil des Gouverneurs, les actions qui n'ont pas été souscrites peuvent être acquises, lors du deuxième tour, par tout Etat Partie et ce, en conformité avec la date et la proportion de souscription fixée par le Conseil des Gouverneurs.
4. En cas d'augmentation du Capital Autorisé du Fonds, cette augmentation est répartie entre les Etats Parties sur la base de la formule de souscription au Capital de l'Annexe 2 des présents Statuts, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en dispose autrement.
5. Les actions ne peuvent être données en gage ou faire l'objet d'hypothèque de quelque nature que ce soit;
6. Chaque Etat Partie souscrit aux actions sur la base des dispositions de l'Article 7 Section 2 (1), (2) et (3) à partir de la date de dépôt de ses instruments de ratification ou d'adhésion.

Section 3 : Droits de Vote

1. Les droits de vote sont proportionnels aux actions souscrites et payées par chaque Etat Partie conformément aux dispositions de l'Annexe 2 des présents Statuts.
2. L'application du droit de vote aux décisions du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration se fait conformément aux dispositions de l'Article 12 et de l'Annexe 2 des présents statuts.

Section 4 : Paiement des souscriptions

1. Toutes les obligations de paiement d'un Etat Partie en rapport avec les actions souscrites au capital initial du Fonds sont libellées en dollars des Etats-Unis ou toute autre monnaie convertible.

2. Sur recommandation du Conseil d'Administration, le Conseil des Gouverneurs peut revoir la dénomination de la devise ou la proportion de souscription dans chaque devise par les Etats Parties.
3. Le paiement du capital libéré initialement souscrit par un Etat Partie conformément à la section 2 du présent article doit être réglé en totalité ou en quatre versements annuels distincts d'au moins 25% par versement. Toutefois, le Conseil des Gouverneurs peut, dans des circonstances très exceptionnelles, autoriser lors du premier tour de souscription une prorogation de quatre(4) ans de la période d'acquisition des actions sans que la période totale de paiement n'excède huit(8) ans.
4. Le premier paiement est effectué par chaque Etat Partie dans les soixante jours suivant la date d'entrée en vigueur du Protocole et des Statuts ou la date de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion conformément à l'article 10 du Protocole si cette date est antérieure à la date d'entrée en vigueur. Les versements suivants seront dus annuellement conformément aux dispositions de la section 4 (3) du présent article.
5. A chaque versement effectué conformément au paragraphe 4 de la présente section par un Etat Partie nouvellement admis, 50% peuvent être sous forme d'obligations émises par le gouvernement dudit Etat Partie, et libellés en toute monnaie convertible. Les obligations seront non négociables, sans intérêt et payables au Fonds au pair.

Article 8

Les ressources du Fonds

Les ressources du Fonds sont de deux catégories :

- Les ressources ordinaires ; et
- Les autres ressources.

Article 9

Les ressources ordinaires

Aux fins des présents Statuts, l'expression «ressources ordinaires en capital» du Fonds désigne :

- a) les actions souscrites et libérées;
- b) les ressources qui proviennent d'emprunts contractés par le Fonds ;
- c) les réserves;

- d) les revenus nets provenant de prêts et des investissements de portefeuille consentis sur les ressources visées aux alinéas a) et b).

Article 10 Autres ressources

Les autres ressources du Fonds comprennent notamment :

- a) les contributions spéciales ou volontaires des États Parties;
- b) les contributions versées par des pays ou institutions qui ne sont pas des États Parties ;
- c) des dons;
- d) les revenus nets provenant des opérations sur les rubriques a) et b);

CHAPITRE IV

OPERATIONS

Article 11 Opérations du Fonds

Section 1 : Dispositions générales

1. Le Fonds accorde des prêts, de l'assistance technique et des services conseils aux États parties confrontés à des difficultés de leur balance des paiements ou à d'autres problèmes macroéconomiques conformément au Règlement Intérieur adopté par le Conseil d'Administration.
2. Le Fonds peut consentir des aides financières aux États Parties après approbation du Conseil des Gouverneurs.
3. Conformément aux dispositions et règles approuvées par le Conseil des Gouverneurs, le Fonds est autorisé à emprunter et investir, des fonds disponibles sur les marchés financiers Internationaux ou auprès d'institutions financières.
4. Le Fonds doit, à tout moment, veiller à la bonne évaluation de son portefeuille. Il est financièrement autonome et fonctionne en règle générale sur une base d'autofinancement.
5. Le Fonds veille au respect scrupuleux des principes de bonne

gouvernance, notamment les principes d'intégrité et de transparence dans ses transactions financières et dans celles de ses partenaires. Les mêmes principes s'appliquent aussi quant aux origines et aux destinations des capitaux pour toutes les opérations financières du Fonds. Les organes de contrôle du Fonds assurent la mise en œuvre effective de cette disposition.

Section 2 : Nature des opérations

Les opérations du Fonds comprennent des opérations ordinaires et des opérations spéciales.

- a. Les opérations ordinaires sont financées au moyen des ressources ordinaires du Fonds.
- b. Les opérations spéciales sont financées au moyen des autres ressources du Fonds.

Section 3 : Limites des opérations ordinaires

1. L'encours des prêts par un Etat Partie sur une période de douze mois ne peut excéder deux fois le montant de son capital libéré. Les prêts non remboursés à un Etat Partie ne doivent en aucun cas excéder trois fois le montant de son capital libéré. Le Conseil des Gouverneurs peut décider de porter cette limite à quatre fois le montant du capital libéré.
2. Le niveau d'endettement maximum du Fonds ne peut excéder 200% (deux cents pour cent) du capital social du Fonds. Les emprunts se font conformément aux dispositions et conditions prescrites par le Conseil d'Administration.

Section 4 : Monnaies

1. Les monnaies de transactions du Fonds sont le dollar des États-Unis, l'Euro ou toute autre monnaie convertible recommandée par le Conseil d'Administration et approuvée par le Conseil des Gouverneurs.
2. En attendant l'adoption d'une Unité de Compte Africaine, l'Unité de Compte du Fonds est pour le moment les Droits de Tirages Spéciaux du Fonds Monétaire International (DTS).
3. Aux termes des présents Statuts, s'il s'avère nécessaire de déterminer si une monnaie est convertible, il incombe au Fonds de le faire en tenant compte de la nécessité de préserver la valeur de ses propres avoirs.

Section 5 : Domaines de coopération

1. Pour atteindre ses objectifs et dans le cadre de ses activités, le Fonds consacre des ressources nécessaires à l'établissement de partenariats continentaux et internationaux et des synergies afin d'améliorer l'efficacité de ses opérations.
2. Au niveau du continent africain, le Fonds entretient des relations de travail avec les actionnaires et les autres organes de l'Union pour atteindre ses objectifs. Il coordonne ses activités avec les institutions régionales et continentales, tout en préservant son autonomie et ses procédures de prise de décision.

CHAPITRE V

ORGANISATION ET GESTION

Article 12

Structure de la gestion du Fonds

Les organes de gestion du Fonds sont le Conseil des Gouverneurs, le Conseil d'Administration et le Directeur Général du Fonds.

Section 1 : Le Conseil des Gouverneurs

1. Le Conseil des Gouverneurs est composé des gouverneurs ou des gouverneurs suppléants représentant chaque Etat Partie.
2. Les membres du Conseil des Gouverneurs sont les Ministres en charge des Finances ou les Gouverneurs des Banques Centrales des Etats Parties.
3. Le Conseil des Gouverneurs supervise la gestion du Fonds et détient les pouvoirs exécutifs suprêmes.
4. Le Conseil des Gouverneurs se réunit en session ordinaire au moins une fois par an conformément aux dispositions de son règlement intérieur. Le Conseil des Gouverneurs peut se réunir en session extraordinaire en tant que de besoin, à la demande de la moitié de ses membres, ou par les membres détenant la moitié du nombre total des droits de vote ou encore à la demande du Conseil d'Administration.
5. Le Conseil des Gouverneurs élit chaque année parmi ses membres, un Gouverneur comme président, sur une base rotative.
6. Le Conseil des Gouverneurs, entre autres :

- a) approuve et confirme la nomination des membres du Conseil d'Administration ;
 - b) nomme le Directeur Général du Fonds parmi des ressortissants des Etats Parties, autres que les Gouverneurs ou les membres du Conseil d'Administration ;
 - c) fixe la rémunération des membres du Conseil d'Administration et de leurs suppléants, ainsi que le salaire et les conditions de service du Directeur Général ;
 - d) adopte son règlement intérieur, le règlement intérieur du Conseil d'Administration ainsi que le code de conduite du Fonds ;
 - e) recommande les amendements du Protocole et des Statuts du Fonds ;
 - f) admet les nouveaux membres et fixe les conditions de leur admission conformément à l'article 6 des présents statuts ;
 - g) décide de l'augmentation ou de la réduction du capital autorisé du Fonds ;
 - h) nomme les commissaires aux comptes et fixe leur mandat et leurs rémunérations ;
 - i) examine la situation d' (in)solvabilité du Fonds et si nécessaire, propose sa liquidation à la Conférence.
7. Les décisions du Conseil des Gouverneurs se prennent à la majorité simple des droits de vote des membres. En cas d'égalité, la voix du Président du Conseil des Gouverneurs est prépondérante. Le Règlement Intérieur du Conseil des Gouverneurs détermine les conditions d'application de la présente disposition.
8. Les fonctions de membre du Conseil des Gouverneurs sont gratuites. Toutefois, à l'occasion des réunions dudit Conseil, ses membres bénéficient d'un remboursement des frais engagés.

Section 2 : Le Conseil d'Administration

- 1. Les membres du Conseil d'Administration sont non-résidents à l'exception du Directeur Général. Toutefois, si les activités du Fonds l'exigent, le Conseil des Gouverneurs peut décider d'accorder le statut de résident aux membres du Conseil d'Administration.
- 2. Le Conseil d'Administration est composé :
 - i. du Directeur Général ;
 - ii. des membres permanents ;

- iii. de cinq (5) Administrateurs titulaires (un par Région) ; et
 - iv. de cinq (5) Administrateurs suppléants (un par Région).
3. Est membre permanent, tout Etat Partie disposant d'au moins 4% de droit de vote.
 4. Les Administrateurs suppléants participent aux réunions du Conseil d'Administration. Toutefois, un Administrateur suppléant ne participe au vote du Conseil d'Administration qu'en cas d'absence de l'Administrateur titulaire de sa Région.
 5. Tous les membres du Conseil d'Administration doivent être compétents et avoir une expérience avérée dans les domaines économique, financier et monétaire. Ils ne sont pas membres du Conseil des Gouverneurs.
 6. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois que de besoin à la demande des Administrateurs représentant la majorité des droits de vote;
 7. Les Administrateurs sont élus par les Gouverneurs de leur Région sur une base rotative pour un mandat de trois(3) ans renouvelable une seule fois. Toutefois, les Gouverneurs des Régions peuvent prolonger le mandat de leurs Administrateurs titulaires.
 8. Le Directeur Général du Fonds est également Président du Conseil d'Administration du Fonds.
 9. Le Conseil d'Administration est notamment chargé des missions suivantes :
 - a) préparer les sessions du Conseil des Gouverneurs ;
 - b) approuver et procède à la révision de la structure administrative du Fonds ;
 - c) sélectionner et nommer le Directeur Général Adjoint du Fonds conformément aux règles et procédures du statut du personnel du Fonds ;
 - d) élaborer les Statuts et Règlement du personnel du Fonds ;
 - e) approuver les nominations, des suspensions et des licenciements du personnel de direction et des cadres supérieurs du Fonds conformément aux Statuts et Règlement du personnel du Fonds ;
 - f) fixer la rémunération du Directeur Général Adjoint du Fonds ainsi que les termes de son contrat de service ;

- g) adopter le code de conduite du Fonds ;
 - h) définir les conditions de prêt et d'emprunt du Fonds ;
 - i) examiner et approuver les états financiers de fin d'exercice budgétaire du Fonds ;
 - j) approuver les conclusions des accords généraux de coopération entre le Fonds et les autres institutions africaines ou internationales ;
 - k) examiner et approuver le budget annuel de fonctionnement du Fonds.
10. Le Conseil d'Administration met en place un comité d'auditeurs internes et tout autre comité approprié pour les besoins de contrôle interne et de respect des règles dans le cadre des activités du Fonds.
11. Le Conseil d'Administration exerce ses attributions conformément aux directives du Conseil des Gouverneurs et il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au Directeur Général Adjoint du Fonds, le cas échéant, à l'exception de ceux visés à l'alinéa 5 de la présente section.
12. Les décisions du Conseil d'Administration se prennent à la majorité simple des droits de vote des membres. Les droits de vote des Administrateurs représentant les Régions sont cumulatifs du total des droits de vote des Etats parties de ladite Région, à l'exclusion de ceux titulaires d'un siège permanent. Les Etats parties bénéficiant d'un siège permanent disposent de leur droit de vote. En cas d'égalité des voix, celle du Directeur général est prépondérante. Le règlement intérieur du Conseil d'Administration fixe les modalités d'application de la présente disposition.

Section 3 : Le Directeur Général du Fonds

1. Le Fonds est dirigé et administré par un Directeur Général qui est assisté dans ses fonctions par des Directeurs Généraux Adjoints. Il est le Chef exécutif et le représentant légal du Fonds.
2. Le Directeur Général du Fonds participe aux réunions du Conseil des Gouverneurs et prend part aux délibérations mais ne peut pas voter.
3. Sous la supervision du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration, le Directeur Général est notamment chargé :
 - a) du recrutement, de la nomination et de la discipline du personnel du Fonds conformément aux statuts et règlement du personnel du Fonds ;

- b) d'assurer la mise en œuvre des Statuts du Fonds ainsi que des autres conventions et décisions du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration du Fonds ;
 - c) de préparer le budget annuel du Fonds ;
 - d) de mettre sur pied des comités spéciaux pour l'aider dans la gestion quotidienne du Fonds ;
 - e) de signer les accords et conventions au nom du Fonds ;
 - f) de toute tâche qui pourrait lui être confiée par le Conseil des Gouverneurs.
4. Le Directeur Général est nommé pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une seule fois après approbation du Conseil des Gouverneurs. Il doit être ressortissant d'un Etat Partie, être intègre et avoir les compétences et l'expérience requises.
5. Le Directeur Général peut déléguer tout ou partie de ses fonctions au Directeur Général Adjoint, dans le respect du Règlement intérieur.

Section 4 : Structure provisoire de gestion du Fonds

En attendant le démarrage des opérations du Fonds, une structure provisoire de gestion approuvée par le Conseil Exécutif est mise en place avec effet immédiat.

Article 13 Incompatibilités et obligations

1. Dans l'accomplissement de ses fonctions, le Directeur général du Fonds et tout autre fonctionnaire du Fonds ne doit accepter ni recevoir d'instructions d'un gouvernement ou de toute autre autorité autre que celle du Fonds. Ils doivent s'abstenir de toute action pouvant compromettre leurs fonctions ou être en conflit avec les intérêts du Fonds.
2. Tout Etat Partie doit s'engager à respecter la nature exclusive des responsabilités du Directeur Général et de tout autre fonctionnaire du Fonds. Il ne doit en aucun cas essayer de les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.
3. Le Directeur Général et tout autre personnel du Fonds ne doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, s'engager dans aucun autre métier lucratif ou non. Ils doivent respecter les obligations relevant de leurs responsabilités, et en particulier leur devoir de défendre les intérêts du Fonds et de ne pas

accepter ou recevoir des instructions du gouvernement de tout État partie ou de toute autorité externe au Fonds.

4. En cas de non-respect de ses obligations par le Directeur Général, un comité ad-hoc approuvé par le Conseil des Gouverneurs adresse au Conseil un rapport approprié et formule des recommandations pour appréciation et décision.
5. En cas de non-respect de ses obligations par le Directeur Général Adjoint, le Conseil d'Administration prend des mesures disciplinaires contre l'intéressé et fournit les justifications appropriées au Conseil des Gouverneurs.
6. En cas de non-respect par un fonctionnaire de ses obligations, les procédures internes prévues dans le Règlement du Personnel sont appliquées. Le fonctionnaire concerné peut faire appel conformément au Règlement du Personnel.

CHAPITRE VI

RETRAIT ET SUSPENSION DES MEMBRES, SUSPENSION TEMPORAIRE ET CESSATION DES OPERATIONS DU FONDS

Article 14

Retrait

1. Tout Etat Partie peut se retirer du Fonds en adressant au Président du Conseil d'Administration, six mois avant, une notification écrite pour transmission au Conseil des Gouverneurs.
2. Le retrait d'un Etat partie devient effectif, et sa participation cesse, à la date approuvée par le Fonds. Cependant, avant que le retrait ne devienne effectif, ledit membre peut à tout moment aviser par écrit le Fonds de l'annulation de sa notification de l'intention de se retirer.
3. Un Etat Partie qui se retire doit régler envers le Fonds, les obligations et les engagements financiers en souffrance. Si le retrait devient effectif, ledit Etat partie n'encourt aucune responsabilité pour les obligations résultant des opérations effectuées par le Fonds ultérieurement à la réception de la notification de retrait conformément aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

Article 15

Suspension d'un Etat Partie

1. En cas de non-respect par un Etat Partie de l'une quelconque de ses obligations envers le Fonds, le Conseil des Gouverneurs peut prononcer sa suspension de ses droits de vote et d'emprunt.

2. Le Conseil des Gouverneurs détermine les conditions de suspension d'un Etat Partie.

Article 16

Apurement des comptes

1. A compter de sa date de suspension, l'Etat Partie concerné demeure lié par ses obligations et par ses autres engagements envers le Fonds, aussi longtemps qu'il subsiste un encours d'emprunts contractés avant cette date.
2. Lorsqu'un Etat Partie cesse d'être membre, ses actions et ses droits de vote sont vendues et répartis aux autres Etats Parties proportionnellement aux souscriptions de chacun de ces Etats Parties. A cette fin, le prix de rachat des actions est égal aux valeurs des écritures comptables du Fonds à la date du retrait de l'Etat Partie concerné, le prix d'achat initial de chaque part représentant sa valeur maximale. L'actionnaire concerné devra également prendre en charge les pénalités liées à son retrait dont le montant est fixé par le Conseil des Gouverneurs.
3. En cas de cessation des opérations du Fonds conformément à l'article 18 des présents Statuts, tous les droits dudit Etat Partie sont déterminés conformément aux dispositions des articles 19 et 20 des présents Statuts, dans les trois (3) mois suivants le retrait de l'Etat Partie. L'Etat Partie concerné est considéré comme étant toujours un membre du Fonds aux termes desdits articles, mais le droit de vote lui est retiré.

Article 17

Suspension temporaire des Facilités

Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration peut suspendre temporairement l'octroi ou la libération de nouvelles facilités de crédits, en attendant la résolution des problèmes en suspens et l'approbation et du Conseil des Gouverneurs.

Article 18

Cessation des opérations

1. Le Fonds peut mettre fin à ses opérations suite à une résolution du Conseil des Gouverneurs dûment entérinée par le Conférence de l'Union.
2. Dans le cas d'une telle cessation, le Fonds met fin à toutes ses activités à l'exception de celles qui ont trait à la réalisation, à la conservation et à la sauvegarde ordonnées de son actif, ainsi qu'au règlement de ses obligations.

3. Il sera procédé à la nomination d'un liquidateur indépendant désigné par la Cour pour gérer la liquidation du Fonds. En attendant que la Cour devienne opérationnelle, cette nomination relève d'une décision du Conseil des Gouverneurs.

Article 19

Le passif des membres et la liquidation des créances

1. En cas de cessation des opérations du Fonds, les dettes de tous les Etats Parties, y compris les souscriptions au capital non versées et les prêts, seront mises en recouvrement.
2. Tous les détenteurs de créances directes sont payés d'abord sur les avoirs du Fonds, puis sur les fonds versés au Fonds en réponse à l'appel de souscriptions non libérées ou exigibles. Avant tout versement aux détenteurs de créances directes, le Conseil d'Administration prend les mesures qu'il juge nécessaires pour assurer une répartition proportionnelle entre eux et les détenteurs de créances directes et conditionnelles.

Article 20

Distribution des avoirs

1. En cas de cessation des opérations du Fonds, il n'est effectué aucune distribution des avoirs entre les membres au titre de leurs souscriptions au capital avant le règlement de toutes les créances ou que des mesures appropriées aient été prises à cet effet. Par ailleurs, une telle distribution doit être approuvée par la majorité des voix du Conseil des Gouverneurs, conformément à son règlement intérieur.
2. Suite à la décision de distribuer les avoirs du Fonds, conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, le Conseil d'Administration peut procéder à la distribution de ces avoirs. Une telle distribution est subordonnée au règlement préalable de toutes les créances non encore réglées vis-à-vis d'un Etat Partie.

CHAPITRE VII

STATUT, IMMUNITÉS, EXEMPTIONS ET PRIVILÈGES

Article 21

Statut

Pour atteindre ses objectifs et exercer les fonctions qui lui sont assignées, le Fonds jouit de la personnalité internationale. A ces fins, il peut conclure des accords avec les membres, les non membres et autres organisations internationales. De plus, les statut, immunités, exemptions et privilèges

énoncés dans le présent chapitre sont accordés au Fonds sur le territoire de chaque État Partie.

Article 22 **Statut dans les Etats Parties**

Sur le territoire de chaque Etat Partie, le Fonds jouit d'une personnalité internationale et, en particulier, jouit de la capacité de :

- a) conclure des contrats ;
- b) acquérir et disposer de biens mobiliers et immobiliers ;
- c) ester en justice.

Article 23 **Privilèges et immunités du Fonds**

Le siège et les autres bureaux du Fonds jouissent des privilèges et immunités stipulés dans la Convention générale, la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne sur le droit des Traités entre les États et les organisations internationales ou entre les organisations internationales.

Section 1 : Propriété, fonds, capitaux et transactions du Fonds

1. Le Fonds, ses biens et avoirs, ainsi que ses locaux et ses bâtiments, jouissent de l'immunité de juridiction sauf dans la mesure où le Fonds y a expressément renoncé dans des cas particuliers, conformément aux dispositions de la Convention générale.
2. Les biens et avoirs du Fonds sont exempts de perquisition, de réquisition, de confiscation, d'expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, judiciaire ou législative.
3. Les archives du Fonds et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou qu'il détient, sont inviolables, où qu'ils se trouvent.
4. Sans être astreint à aucun contrôle, aucune réglementation ou aucun moratoire financier :
 - a) Le Fonds peut détenir des avoirs, de l'or ou des devises quelconques et avoir des comptes bancaires en n'importe quelle monnaie ;
 - b) Le Fonds peut transférer librement ses avoirs, son or ou ses devises d'un pays à un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie.

Section 2 : Exemptions fiscales

1. Le Fonds, ses avoirs, ses revenus et autres biens sont exonérés :
 - i. de tout impôt direct, à l'exclusion des impôts ou redevances qui correspondent à la rémunération de services publics ;
 - ii. de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par le Fonds pour son usage officiel ;
 - iii. de droits d'importation et d'exportation, à l'égard de ses publications.
2. Même si le Fonds ne revendique pas, en principe, l'exonération de droits et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers et immobiliers, quand il effectue pour son usage officiel des achats importants de biens dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats parties prendront les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits ou taxes.

Section 3 : Communications

1. Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, le Fonds bénéficie, sur le territoire des Etats Parties, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par les Etats Parties aux autres organisations internationales et gouvernements, y compris les missions diplomatiques en matière de câblogrammes, télé-photos, téléphone, télégrammes, télex, fax et autres communications électroniques, ainsi que les tarifs appliqués pour la presse dans les buts d'information par voie de presse ou de radiodiffusion. Le Fonds bénéficie également des mêmes avantages que ceux accordés aux organisations internationales et gouvernements, y compris les missions diplomatiques en matière de priorité, tarification et taxation sur le courrier. Les communications et la correspondance du Fonds ne peuvent pas être censurées.
2. Le Fonds a le droit d'utiliser des codes, d'expédier et de recevoir sa correspondance et d'autres documents soit par courrier, soit par valises scellées qui jouissent des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

Article 24

Immunités et privilèges des fonctionnaires du Fonds

1. Les fonctionnaires du Fonds autres que les ressortissants du pays-hôte ou les nationaux à qui le statut diplomatique a été accordé à la discrétion du

pays hôte, conformément aux Articles 8 (2) et 38 (2) de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques du 18 Avril 1961 :

- a) jouissent de l'immunité de juridiction pour leurs paroles et leurs écrits et de tous actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions ;
 - b) sont exonérés de tout impôt sur les traitements et les émoluments qui leur sont versés par le Fonds ;
 - c) sont exempts de toute obligation relevant du service national/service militaire ;
 - d) ne sont pas soumis, de même que leur conjoint et les personnes à charge, aux restrictions relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers et d'empreintes digitales ;
 - e) jouissent, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires de rang comparable des missions diplomatiques accréditées auprès de l'État partie concerné ;
 - f) jouissent, ainsi que leurs conjoints et les personnes à charge, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques, en période de crise internationale ;
 - g) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels au moment de la première prise de fonctions dans l'Etat partie concerné.
2. Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires du Fonds dans l'intérêt du Fonds. Ces privilèges et immunités ne sont pas accordés dans l'intérêt personnel des personnes concernées. Le Directeur Général du Fonds a le droit et le devoir de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où il estime que cette immunité empêche la justice de suivre son cours et qu'elle peut être levée sans porter atteinte aux intérêts du Fonds. Dans le cas du Directeur Général et des hauts fonctionnaires du Fonds, la levée de l'immunité relève de la compétence du Conseil d'Administration, après approbation du Conseil des Gouverneurs.
 3. Le Fonds coopère à tout moment avec les autorités compétentes de l'État partie intéressé pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer l'observation des règlements de police et éviter toute utilisation abusive des privilèges, immunités et facilités énumérées dans le présent article.

Article 25

Privilèges et immunités des représentants des États parties, des membres du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration

Les représentants des États Parties, les membres du Conseil des Gouverneurs et du Conseil des Administrateurs participant aux réunions, assemblées et conférences organisées par le Fonds, jouissent des privilèges et immunités stipulés dans l'article V de la Convention générale, dans l'exercice de leurs fonctions et lors de leurs voyages vers et en provenance des lieux de ces réunions.

Article 26

Privilèges et immunités des experts en mission pour le Fonds

Les experts (autres que les fonctionnaires mentionnés à l'article 25) qui effectuent une mission pour le Fonds jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris celle des voyages qu'impose cette mission, des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance conformément aux dispositions de l'article VII de la Convention générale.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 27

Mode de communication avec les États Parties et les dépositaires

1. Chaque Etat Partie indique une entité officielle compétente avec laquelle le Fonds peut communiquer sur les sujets relatifs aux activités du Fonds.
2. Le Fonds pourra avoir une stratégie globale de communication en rapport avec ses activités.
3. Le Fonds peut garder les avoirs qu'il possède auprès des dépositaires déterminés par le Conseil d'Administration

Article 28

Publication du Protocole et des Statuts annexés au Protocole, diffusion de l'information et des rapports

1. Le Fonds rend disponible le texte du Protocole, des Statuts et tous ses documents importants dans toutes les langues de travail de l'Union.

2. Les Etats Parties s'engagent à fournir au Fonds toute l'information qu'il pourrait leur demander afin de faciliter la conduite de ses opérations.
3. Le Fonds publie et communique à ses membres un rapport annuel contenant une évaluation de ses comptes par des experts et présente, par intervalle maximale de trois mois, un rapport de sa situation financière et des écritures comptables des pertes et profits faisant ressortir les résultats de ses opérations.
4. Le Fonds peut publier tout autre rapport qu'il juge utiles dans l'accomplissement de sa mission et qu'il transmet aux membres du Fonds.
5. Le Fonds prépare et soumet chaque année un rapport de ses activités à la Conférence par le biais du Conseil exécutif.

Article 29 **Début des opérations du Fonds**

1. Dès l'entrée en vigueur du Protocole et des Statuts, chaque Etat Partie nomme un représentant, et le président de la Commission convoque la réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs ;
2. Le Fonds débutera ses opérations après le paiement d'au moins vingt-cinq pourcent (25%) du capital libéré ;
3. Le Fonds avise les Etats Parties de la date de démarrage de ses opérations ;
4. La Structure visée à l'Article 12, Section 4 cesse ses activités dès le démarrage effectif des opérations du Fonds.

Article 30 **Règlement des différends**

Tout différend né de l'application ou de l'interprétation des présents Statuts fait l'objet d'un règlement à l'amiable dans un délai d'un (1) an. En cas d'échec, la partie diligente peut saisir la Cour.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 31

Domiciliation provisoire des ressources

Les ressources du Fonds sont déposées à la Banque Africaine de Développement ou auprès de toute autre institution financière continentale crédible approuvée par le Conseil des Gouverneurs en attendant que la Banque Centrale Africaine devienne opérationnelle.

Article 32

Entrée en vigueur

Les présents Statuts et Annexes entrent en vigueur trente (30) jours après le dépôt du quinzième instrument de ratification.

Article 33

Amendement et révision

1. Les présents Statuts peuvent être amendés ou révisés par décision de la Conférence.
2. Tout État Partie aux présents Statuts ou le Fonds peut proposer, par écrit, au Président de la Commission, tout amendement ou de révision des Statuts.
3. L'amendement ou la révision sont adoptés par la Conférence et soumis, pour ratification, à tous les États membres conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Ils entrent en vigueur trente (30) jours après le dépôt du quinzième instrument de ratification.

Article 34

Annexes aux Statuts du Fonds

Les annexes aux présents Statuts sont les suivantes :

1. la liste des États membres de l'Union africaine ;
2. les souscriptions au capital et les droits de vote.

Annexe 1**Liste des Etats Membres de l'Union Africaine**

Algérie	Ghana	Seychelles
Angola	Guinée Bissau	Sierra Léone
Bénin	Guinée	Somalie
Botswana	Kenya	Afrique du Sud
Burkina Faso	Lesotho	Soudan
Burundi	Libéria	Soudan du Sud
Cameroun	Libye	Swaziland
Cap Vert	Madagascar	Tanzanie
Centrafrique	Malawi	Tchad
Comores	Mali	Togo
Congo	Mauritanie	Tunisie
Congo RD	Maurice	Ouganda
Côte d'Ivoire	Mozambique	Zambie
Djibouti	Namibie	Zimbabwe
Egypte	Niger	
Guinée Equatoriale	Nigeria	
Erythrée	Rwanda	
Ethiopie	Rép. Démoc. Arabe Sahraouie	
Gabon	Sao Tomé & Principe	
Gambie	Sénégal	

Annexe 2 :**Calcul des souscriptions au capital du Fonds Monétaire Africain**

Les souscriptions au capital du FMA sont déterminées en fonction du PIB et de la population selon la formule ci-après : $SC = 0,5*PIB + 0,5*Population$

Le Capital Autorisé du FMA est déterminé en tenant compte du déficit moyen de balance des paiements sur la période 2000-2008, évalué à 30,19 milliards de dollars des Etats-Unis. Le capital appelé et le capital libéré sont déterminés dans le tableau 1 ci-dessous. Les tableaux 2 et 3 présentent des scénarii alternatifs.

Tableau 1 : Hypothèse basse

Déficit moyen de la Balance des paiements (a)	30,19
Capital Autorisé (75% de (a)) (b)	22,64
Capital appelé (50% de b) (c)	11,32
Capital libéré (50% de c) '(d)	5,66
Droits de Vote	500 000

Pays	Souscription	Capital appelé (Total)	Capital libéré (Total)	Droit de Vote	Droits de Vote (Total)
	%	Mds USD	Mds USD	(%)	Nombre
1 Algérie	4,59	0,520	0,260	4,59	22 949,06
2 Angola	2,31	0,261	0,131	2,31	11 549,06
3 Bénin	1,28	0,145	0,072	1,28	6 399,06
4 Botswana	1,26	0,143	0,071	1,26	6 299,06
5 Burkina	1,47	0,166	0,083	1,47	7 349,06
6 Burundi	1,17	0,132	0,066	1,17	5 849,06
7 Cameroun	1,89	0,214	0,107	1,89	9 449,06
8 Cap Vert	0,99	0,112	0,056	0,99	4 949,06
9 République Centre Afr.	1,10	0,124	0,062	1,10	5 499,06
10 Comores	0,97	0,110	0,055	0,97	4 849,06
11 Congo	1,20	0,136	0,068	1,20	5 999,06
12 Rep. Dem. du Congo	2,79	0,316	0,158	2,79	13 949,06
13 Côte d'Ivoire	1,90	0,215	0,108	1,90	9 499,06
14 Djibouti	0,99	0,112	0,056	0,99	4 949,06
15 Egypte	6,12	0,693	0,346	6,12	30 599,06
16 Guinée Equatorial	1,31	0,148	0,074	1,31	6 549,06
17 Erithré	1,10	0,124	0,062	1,10	5 499,06
18 Ethiopie	3,41	0,386	0,193	3,41	17 049,06

Pays	Souscription	Capital appelé (Total)	Capital libéré (Total)	Droit de Vote	Droits de Vote (Total)
	%	Mds USD	Mds USD	(%)	Nombre
19 Gabon	1,21	0,137	0,068	1,21	6 049,06
20 Gambie	1,00	0,113	0,057	1,00	4 999,06
21 Ghana	1,84	0,208	0,104	1,84	9 199,06
22 Guinée-Bissau	0,99	0,112	0,056	0,99	4 949,06
23 Guinée	1,31	0,148	0,074	1,31	6 549,06
24 Kenya	2,50	0,283	0,141	2,50	12 499,06
25 Lesotho	1,03	0,117	0,058	1,03	5 149,06
26 Liberia	1,05	0,119	0,059	1,05	5 249,06
27 Libye	2,35	0,266	0,133	2,35	11 749,06
28 Madagascar	1,60	0,181	0,091	1,60	7 999,06
29 Malawi	1,40	0,158	0,079	1,40	6 999,06
30 Mali	1,41	0,160	0,080	1,41	7 049,06
31 Mauritanie	1,08	0,122	0,061	1,08	5 399,06
32 Maurice	1,15	0,130	0,065	1,15	5 749,06
33 Mozambique	1,69	0,191	0,096	1,69	8 449,06
34 Namibie	1,18	0,134	0,067	1,18	5 899,06
35 Niger	1,40	0,158	0,079	1,40	6 999,06
36 Nigeria	7,94	0,899	0,449	7,94	39 699,06
37 Rwanda	1,27	0,144	0,072	1,27	6 349,06
38 Sao-Tomé	0,95	0,108	0,054	0,95	4 749,06
39 Sénégal	1,49	0,169	0,084	1,49	7 449,06
40 Seychelles	0,97	0,110	0,055	0,97	4 849,06
41 Sierra Leone	1,12	0,127	0,063	1,12	5 599,06
42 Somalie	1,35	0,153	0,076	1,35	6 749,06
43 Afrique du Sud	8,05	0,911	0,456	8,05	40 249,06
44 Soudan du Sud	0,57	0,064	0,032	0,57	2 829,81
45 Soudan	2,26	0,256	0,128	2,26	11 319,25
46 Swaziland	1,04	0,118	0,059	1,04	5 199,06
47 Tanzanie	2,41	0,273	0,136	2,41	12 049,06
48 Tchad	1,35	0,153	0,076	1,35	6 749,06
49 Togo	1,17	0,132	0,066	1,17	5 849,06
50 Tunisie	2,03	0,230	0,115	2,03	10 149,06
51 Ouganda	2,00	0,226	0,113	2,00	9 999,06
52 Zambie	1,48	0,168	0,084	1,48	7 399,06
53 Zimbabwe	1,57	0,178	0,089	1,57	7 849,06
54 Rep Arabe Saharawi	0,95	0,108	0,054	0,95	4 749,06
Total	100,00	11,320	5,660	100,00	500 000,00

Tableau 2 : Hypothèse moyenne

Déficit moyen de la Balance des paiements (a)	30,19
Capital Autorisé (75% de (a)) (b)	22,64
Capital appelé (75% de b) (c)	16,98
Capital libéré (50% de c) '(d)	8,49
Droits de Vote	500 000,00

Pays	Souscription	Capital appelé (Total)	Capital libéré (Total)	Droit de Vote	Droits de Vote (Total)
	%	Mds USD	Mds USD	(%)	Nombre
1 Algérie	4,59	0,779	0,390	4,59	22 949,06
2 Angola	2,31	0,392	0,196	2,31	11 549,06
3 Bénin	1,28	0,217	0,109	1,28	6 399,06
4 Botswana	1,26	0,214	0,107	1,26	6 299,06
5 Burkina	1,47	0,250	0,125	1,47	7 349,06
6 Burundi	1,17	0,199	0,099	1,17	5 849,06
7 Cameroun	1,89	0,321	0,160	1,89	9 449,06
8 Cap Vert	0,99	0,168	0,084	0,99	4 949,06
9 République Centre Afr.	1,10	0,187	0,093	1,10	5 499,06
10 Comores	0,97	0,165	0,082	0,97	4 849,06
11 Congo	1,20	0,204	0,102	1,20	5 999,06
12 Rep. Dem. du Congo	2,79	0,474	0,237	2,79	13 949,06
13 Côte d'Ivoire	1,90	0,323	0,161	1,90	9 499,06
14 Djibouti	0,99	0,168	0,084	0,99	4 949,06
15 Egypte	6,12	1,039	0,520	6,12	30 599,06
16 Guinée Equatorial	1,31	0,222	0,111	1,31	6 549,06
17 Erithréé	1,10	0,187	0,093	1,10	5 499,06
18 Ethiopie	3,41	0,579	0,289	3,41	17 049,06
19 Gabon	1,21	0,205	0,103	1,21	6 049,06
20 Gambie	1,00	0,170	0,085	1,00	4 999,06
21 Ghana	1,84	0,312	0,156	1,84	9 199,06
22 Guinée-Bissau	0,99	0,168	0,084	0,99	4 949,06
23 Guinée	1,31	0,222	0,111	1,31	6 549,06
24 Kenya	2,50	0,424	0,212	2,50	12 499,06
25 Lesotho	1,03	0,175	0,087	1,03	5 149,06
26 Liberie	1,05	0,178	0,089	1,05	5 249,06
27 Libye	2,35	0,399	0,199	2,35	11 749,06
28 Madagascar	1,60	0,272	0,136	1,60	7 999,06
29 Malawi	1,40	0,238	0,119	1,40	6 999,06
30 Mali	1,41	0,239	0,120	1,41	7 049,06
31 Mauritanie	1,08	0,183	0,092	1,08	5 399,06
32 Maurice	1,15	0,195	0,098	1,15	5 749,06

Pays	Souscription	Capital appelé (Total)	Capital libéré (Total)	Droit de Vote	Droits de Vote (Total)
	%	Mds USD	Mds USD	(%)	Nombre
33 Mozambique	1,69	0,287	0,143	1,69	8 449,06
34 Namibie	1,18	0,200	0,100	1,18	5 899,06
35 Niger	1,40	0,238	0,119	1,40	6 999,06
36 Nigeria	7,94	1,348	0,674	7,94	39 699,06
37 Rwanda	1,27	0,216	0,108	1,27	6 349,06
38 Sao-Tomé	0,95	0,161	0,081	0,95	4 749,06
39 Sénégal	1,49	0,253	0,126	1,49	7 449,06
40 Seychelles	0,97	0,165	0,082	0,97	4 849,06
41 Sierra Leone	1,12	0,190	0,095	1,12	5 599,06
42 Somalie	1,35	0,229	0,115	1,35	6 749,06
43 Afrique du Sud	8,05	1,367	0,683	8,05	40 249,06
44 Soudan du Sud	0,57	0,096	0,048	0,57	2 829,81
45 Soudan	2,26	0,384	0,192	2,26	11 319,25
46 Swaziland	1,04	0,177	0,088	1,04	5 199,06
47 Tanzanie	2,41	0,409	0,205	2,41	12 049,06
48 Tchad	1,35	0,229	0,115	1,35	6 749,06
49 Togo	1,17	0,199	0,099	1,17	5 849,06
50 Tunisie	2,03	0,345	0,172	2,03	10 149,06
51 Ouganda	2,00	0,340	0,170	2,00	9 999,06
52 Zambie	1,48	0,251	0,126	1,48	7 399,06
53 Zimbabwe	1,57	0,267	0,133	1,57	7 849,06
54 Rep Arabe Saharawi	0,95	0,161	0,081	0,95	4 749,06
Total	100,00	16,980	8,490	100,00	500 000,00

Tableau 2 : Hypothèse haute

Déficit moyen de la Balance des paiements (a)	30,19
Capital Autorisé (100% de (a)) (b)	30,19
Capital appelé 75% de b) (c)	22,64
Capital libéré (75% de c) '(d)	16,98
Droits de Vote	500 000,00

Pays	Souscription	Capital appelé (Total)	Capital libéré (Total)	Droit de Vote	Droits de Vote (Total)
	%	Mds USD	Mds USD	(%)	Nombre
1 Algérie	4,59	1,039	0,779	4,59	22 949,06
2 Angola	2,31	0,523	0,392	2,31	11 549,06
3 Bénin	1,28	0,290	0,217	1,28	6 399,06
4 Botswana	1,26	0,285	0,214	1,26	6 299,06
5 Burkina	1,47	0,333	0,250	1,47	7 349,06
6 Burundi	1,17	0,265	0,199	1,17	5 849,06
7 Cameroun	1,89	0,428	0,321	1,89	9 449,06
8 Cap Vert	0,99	0,224	0,168	0,99	4 949,06
9 République Centre Afr.	1,10	0,249	0,187	1,10	5 499,06
10 Comores	0,97	0,220	0,165	0,97	4 849,06
11 Congo	1,20	0,272	0,204	1,20	5 999,06
12 Rep. Dem. du Congo	2,79	0,632	0,474	2,79	13 949,06
13 Côte d'Ivoire	1,90	0,430	0,323	1,90	9 499,06
14 Djibouti	0,99	0,224	0,168	0,99	4 949,06
15 Egypte	6,12	1,386	1,039	6,12	30 599,06
16 Guinée Equatorial	1,31	0,297	0,222	1,31	6 549,06
17 Erithréé	1,10	0,249	0,187	1,10	5 499,06
18 Ethiopie	3,41	0,772	0,579	3,41	17 049,06
19 Gabon	1,21	0,274	0,205	1,21	6 049,06
20 Gambie	1,00	0,226	0,170	1,00	4 999,06
21 Ghana	1,84	0,417	0,312	1,84	9 199,06
22 Guinée-Bissau	0,99	0,224	0,168	0,99	4 949,06
23 Guinée	1,31	0,297	0,222	1,31	6 549,06
24 Kenya	2,50	0,566	0,424	2,50	12 499,06
25 Lesotho	1,03	0,233	0,175	1,03	5 149,06
26 Liberie	1,05	0,238	0,178	1,05	5 249,06
27 Libye	2,35	0,532	0,399	2,35	11 749,06
28 Madagascar	1,60	0,362	0,272	1,60	7 999,06
29 Malawi	1,40	0,317	0,238	1,40	6 999,06
30 Mali	1,41	0,319	0,239	1,41	7 049,06
31 Mauritanie	1,08	0,244	0,183	1,08	5 399,06
32 Maurice	1,15	0,260	0,195	1,15	5 749,06

Pays	Souscription	Capital appelé (Total)	Capital libéré (Total)	Droit de Vote	Droits de Vote (Total)	
	%	Mds USD	Mds USD	(%)	Nombre	
33	Mozambique	1,69	0,383	0,287	1,69	8 449,06
34	Namibie	1,18	0,267	0,200	1,18	5 899,06
35	Niger	1,40	0,317	0,238	1,40	6 999,06
36	Nigeria	7,94	1,798	1,348	7,94	39 699,06
37	Rwanda	1,27	0,287	0,216	1,27	6 349,06
38	Sao-Tomé	0,95	0,215	0,161	0,95	4 749,06
39	Sénégal	1,49	0,337	0,253	1,49	7 449,06
40	Seychelles	0,97	0,220	0,165	0,97	4 849,06
41	Sierra Leone	1,12	0,254	0,190	1,12	5 599,06
42	Somalie	1,35	0,306	0,229	1,35	6 749,06
43	Afrique du Sud	8,05	1,822	1,367	8,05	40 249,06
44	Soudan du Sud	0,57	0,064	0,032	0,57	2 829,81
45	Soudan	2,26	0,256	0,128	2,26	11 319,25
46	Swaziland	1,04	0,235	0,177	1,04	5 199,06
47	Tanzanie	2,41	0,546	0,409	2,41	12 049,06
48	Tchad	1,35	0,306	0,229	1,35	6 749,06
49	Togo	1,17	0,265	0,199	1,17	5 849,06
50	Tunisie	2,03	0,460	0,345	2,03	10 149,06
51	Ouganda	2,00	0,453	0,340	2,00	9 999,06
52	Zambie	1,48	0,335	0,251	1,48	7 399,06
53	Zimbabwe	1,57	0,355	0,267	1,57	7 849,06
54	Rep Arabe Saharawi	0,95	0,215	0,161	0,95	4 749,06
Total		100,00	22,640	16,980	100,00	500 000,00